



Stadt Biel
Ville de Bienne

Ratssekretariat
Secrétariat parlementaire

3^e procès-verbal du Conseil de ville / 3. Stadtratsprotokoll

Séance du mercredi 22 mars 2023 à 18h00

Sitzung vom Mittwoch, 22. März 2023, 18.00 Uhr

Lieu: salle du Conseil de ville au Bourg

Ort: Stadtratssaal in der Burg

Présents / Anwesend:

Arnold Niels, Augsburger-Brom Dana, Bord Nathalie, Bord Pascal, Briechle Dennis, Bucher Juliet, Cacciabue Anna Louise, Celik Pir Chè, Clauss Susanne, De Maddalena Daniela, Eggimann Roman, Epper Bettina, Francescutto Luca, Gloor Yannick, Hamdaoui Mohamed, Heiniger Peter, Kilezi Ruth, Koller Levin, Lehmann Caroline, Leuenberger Bernhard, Loderer Benedikt, Moeschler Marie, Molina Franziska, Müller Lukas, Oberle Fabio, Paronitti Maurice, Rindlisbacher Hugo, Rodriguez Ugolini Julian, Roth Myriam, Rüber Stefan, Schaffter Gaël, Scherrer Jürg, Scheuss Urs, Schiess Christophe, Schlup Nina, Schneider Sandra, Schneider Veronika, Schor Alfred, Sprenger Titus, Steinmann Alfred, Stocker Julien, Stolz Joseline, Strobel Salome, Suter Daniel, Sutter Andreas, Tanner Anna, Tennenbaum Ruth, Torriani Latscha Isabelle, van der Meer Marion, Vlaiculescu-Graf Christiane, Vouillamoz Naomi, Wächter Olivier, Wendling Cécile, Widmer Patrick, Wiederkehr Martin, Zumstein Joël

Absence(s) excusée(s) / Entschuldigt:

Boly Kady, Gerber Andreas, Maurer Stefan, Tonon Ariane

Représentation du Conseil municipal / Vertretung des Gemeinderates:

Fehr Erich, maire

Conseillères municipales / Conseiller municipal: Feurer Beat, Frank Lena, Gonzalez Bassi Glenda

Absence(s) excusée(s) du Conseil municipal / Entschuldigt Gemeinderat:

--

Présidence / Vorsitz:

Bord Pascal, président du Conseil de ville

Secrétariat / Sekretariat:

Gullotti Hervé, secrétaire parlementaire a.i.

1.	Approbation de l'ordre du jour	3
2.	Communications du Bureau du Conseil de ville	3
3.	Communications de la Commission de gestion par le secrétariat parlementaire	3
4.	Approbation des procès-verbaux / (23/24 octobre 2019 et 20 janvier 2022 / n ^{os} 13, 14 et 1)	3
5.	20230050 Confirmation d'élection de remplacement Commune d'Évilard / Commission scolaire alémanique	4
6.	20220039 Budget 2023	4
	• Débat général	4
	• Motion d'ordre	14
	• Mairie	15
	• Direction des finances	17
	• Direction de l'action sociale et de la sécurité	17
	• Direction de la formation, de la culture et du sport	17
	• Direction des travaux publics, de l'énergie et de l'environnement	17
	• Message	17
7.	Motivation de l'urgence du Postulat 20230086, Wächter Olivier, UDC, «La Ville de Bienne doit rester neutre dans le conflit entre l'Ukraine et la Russie»	19
8.	Motivation de l'urgence de l'Interpellation 20230087, Schlup Nina, JS, Oberle Fabio, JS, Cacciabue Anna Louise, JS, «Projet de construction par le réseau gazier du Mittelland d'un terminal de gaz liquéfié, d'un réservoir de gaz et d'une centrale de réserve»	19
9.	20220312 Modification du Règlement sur la protection des données	19
10.	20220282 Contrats de prestations avec les associations X-Project, CAJ, Centre Animation Jeunesse (Villa Ritter), Pro Robinson, FamiPlus et effe / Crédits d'engagement	23
11.	20230019 Organisation des classes pour l'année scolaire 2023/2024	28
12.	Nouvelles interventions	31

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Bienvenue à Monsieur Stefan Maurer malgré qu'il soit malade. Il remplace Monsieur Marcel Morandi.

Sur vos tables vous trouverez les documents suivants:

- Amendement JUSO «Budget 2023», point 6 (feuille bleue)
- Amendement Groupe PSR «Budget 2023», point 6 (feuille bleue claire)
- Amendements 1 – 3, Stefan Rüber, Les Vert.e.s «Budget 2023 / Message», point 6 (feuilles vertes)
- Amendement CDG «Modification du Règlement sur la protection des données», point 7 (feuille blanche)
- Amendement Groupe UDC/Les Confédérés «Contrats de prestations avec les associations X-Project, CAJ, Centre Animation Jeunesse (Villa Ritter), Pro Robinson, FamiPlus et effe», point 8 (feuille orange)

Le temps de parole est réduit, sept minutes pour la CDG, cinq minutes pour les porte-paroles des groupes et trois minutes pour les orateurs individuels. La pause est prévue à 20h. Si tout se passe bien et que l'on travaille correctement, il ne devrait pas y avoir de séance demain.

1. Approbation de l'ordre du jour

L'ordre du jour est approuvé.

2. Communications du Bureau du Conseil de ville

Aucune communication.

3. Communications de la Commission de gestion par le secrétariat parlementaire

Aucune communication.

4. Approbation des procès-verbaux / (23/24 octobre 2019 et 20 janvier 2022 / n^{os} 13, 14 et 1)

Les procès-verbaux n^{os} 13, 14 et 1 sont approuvés tacitement.

5. 20230050 Confirmation d'élection de remplacement Commune d'Évilard / Commission scolaire alémanique

Bord Pascal, président du Conseil de ville: La Commune d'Évilard a proposé Monsieur Urs Blösch à la Commission scolaire alémanique.

L'élection est confirmée.

6. 20220039 Budget 2023

Débat général

Tanner Anna, GPK: Wichtig ist, dass der Kompromiss gefunden wurde. Die GPK bedankt sich für die grosse geleistete Arbeit beim Gemeinderat, den Direktionen, den Fraktionsvertretern und Parteispitzen. Wir müssen nun alle zusammen in die Zukunft schauen. Die GPK wird die Ausarbeitung der Finanzstrategie unterstützen und begleiten. Heute geht es vorerst um das Budget 2023. Dessen wichtigste Elemente sind folgende:

- Es resultiert ein Aufwandüberschuss von CHF 2,77 Mio.
- Im Budget enthalten sind bereits Effekte aus «Substance»-Massnahmen zu Leistungsangebot, Minderaufwände und Anstellungsbedingungen von insgesamt CHF 4,5 Mio.
- Ausserdem wurde das Investitionsprogramm reduziert und auf CHF 30 Mio. begrenzt.
- Mit dem Notbudget wurde bereits eine Verbesserung von ungefähr CHF 2,93 Mio. aufgrund nicht getätigter Ausgaben erreicht.

Die GPK hat sich mit Vertretern der Finanzdirektion ausgetauscht. Ich fasse kurz die wichtigsten Punkte zusammen. Der Teuerungsausgleich von CHF 100 wurde angesprochen. Der Betrag wurde im Notbudget eingerechnet und bereits ausbezahlt. Die Zusammensetzung der Abschreibungen wurde besprochen. Der Fiskalertrag liegt CHF 14,1 Mio. über dem Budget 2022. Mittlerweile liegt der neue Abschluss vor und das Ergebnis ist auch da besser als erwartet. Die Diskussion dazu wird im Stadtrat Rahmen der Debatte zur Jahresrechnung stattfinden.

Zur Botschaft zum Budget wird die GPK noch einige Anmerkungen anbringen. Die GPK empfiehlt, das Budget 2023 anzunehmen.

Stolz Joseline, au nom du Groupe PSR: Suite au rejet massif du budget en novembre dernier, de nombreuses négociations politiques ont été entreprises dans les tables rondes. Ces négociations ont abouti à un compromis allant au-delà de toutes frontières partisans pour trouver un budget 2023 qui puisse être soutenu par toutes et tous. Notre groupe tient à saluer la signature de toutes et tous de la déclaration d'intention qui augure, nous l'espérons, l'acceptation du budget le 7 mai prochain. Le PSR s'engagera, en appelant ces membres, à accepter le budget 2023. Certes, ce budget est un budget de transition dans lequel, il n'y a pas de hausse d'impôts prévue cette année. Le Groupe PSR salue aussi le fait que nous avons été informés rapidement des comptes 2022. On a pu lire dans la Presse que l'année 2022 a été plus réjouissante

que prévue. Le compte général 2022, financé par les impôts boucle sur un résultat équilibré. Il faut relever que l'année a été bouclée sans prélèvement sur des financements spéciaux. Il est réjouissant de constater que la Ville se veut attractive mais il faut que cette attractivité puisse encore se développer sans qu'elle soit bloquée par des mesures d'économies. Notre groupe est sensible à la qualité des offres pour la population et au soucis de prendre en compte ses besoins. C'est pourquoi, nous tenons à relever quelques incohérences, à nos yeux, qui ne devront plus se reproduire dans les années qui suivent.

Par exemple, même si cette mesure a été discutée avec les syndicats et la Commission du personnel, nous trouvons inique que le renchérissement au personnel de la Ville n'ait pas été accordé cette année. Il y aura des répercussions financières durant toute la carrière des employés et ceci même si un montant unique de 500 fr. a été accordé. À l'avenir, il sera exclu de mettre en oeuvre des suppressions du renchérissement pour le personnel de la Ville. Pour ce budget, le Conseil municipal nous a donné la possibilité d'échanger des mesures proposées pour autant que l'on permette la réalisation d'une économie de quelques 750'000 fr. En respectant les valeurs défendues par le PSR, pour le bien-être de la population, et en prenant en compte l'attractivité de la Ville, il nous tient à coeur de défendre ces postes. Il s'agit des passeports vacances, la diminution du nombre de séances des commissions, le guichet d'accueil à l'entrée du bâtiment du Palais de Congrès. Madame Moeschler, vous en parlera en détails tout à l'heure. Le Groupe PSR souhaiterait vivement que ce genre de mesures, qui touchent la population de plein fouet, ne soient plus proposées à l'avenir.

Nous sommes très surpris de la composition de la Commission des finances pour élaborer la stratégie financière mais aussi de la manière dont nous avons dû en prendre connaissance après toute l'implication fournie. N'était-ce pas les membres de la Commission de gestion et les présidents de groupes qui devaient constituer cette commission? Enfin, deux remarques encore au sujet de la péréquation financière. Seul les chiffres concernant le coût pour la Ville de Bienne sont inscrits. Il serait bien aussi de connaître le financement de la part du Canton. Il serait aussi intéressant de connaître le taux d'endettement des autres grandes villes et d'avoir une comparaison de l'endettement par tête d'habitant. Il ne faut pas oublier, concernant les taux hypothécaires, que la Ville de Bienne est actuellement bien notée chez les bailleurs de fonds, ceci, notamment grâce à la bonne position financière du Canton de Berne. Nous invitons à accepter ce budget 2023 de transition, ce soir, et voter dans ce sens le 7 mai 2023.

Schneider Sandra, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: An der letzten Budgetdebatte ging es hart zu und her und es fielen grobe Worte. Die desolate Finanzlage der Stadt Biel wurde teilweise ins Lächerliche gezogen. Ein paar Wochen später gab es jedoch auch für die linke Seite nicht mehr viel zu lachen. Das Stimmvolk hat die rote Karte gezeigt und beide Budgetvarianten klar abgelehnt. Aktuell sind wir von einer Milliarde Schulden nicht mehr weit entfernt. Die BielerInnen wollen keine Steuererhöhung aber auch nicht weiterhin steigende Ausgaben. Die Zinsen für Fremdkapital sind angestiegen. Gerechnet wird momentan mit CHF 3 Mio. zusätzlichem Aufwand, Tendenz steigend. Die Ausgabenlast wird immer grösser und der Schuldberg wächst. Das ist unverantwortlich und belastet künftige Generationen. Während dem Abstimmungskampf wurde dies deutlich. Den Leuten bleibt immer weniger Geld im Sack und sie haben kein Verständnis dafür, ihre Steuergelder mit beiden Händen einfach so auszugeben. Im Abstimmungskampf forderten wir von der bürgerlichen Seite eine Finanzstrategie sowie griffige Massnahmen zum Schuldenabbau.

Seit November 2022 fanden intensive Diskussionen an den runden Tischen statt. Schlussendlich konnten wir uns auf einen Kompromiss einigen. Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen ist nach wie vor bereit, den Kompromiss mitzutragen. Dies allerdings unter der Bedingung, dass der Steuerfuss für 2023 nicht erhöht wird und wirksame Sparmassnahmen ergriffen werden. Das heute vorliegende Übergangsbudget ist nicht das Gelbe vom Ei, da sind wir uns wohl alle einig. Uns ist aber selbstverständlich klar, dass eine desolante Situation nicht innerhalb eines halben Jahres geändert werden kann. Uns ist jedoch die rasche Vorlage der Finanzstrategie ein Anliegen, um die Schulden in nächster Zukunft zu reduzieren. Für die Fraktion SVP/Die Eidgenossen ist klar, dass es dazu griffige Instrumente wie beispielsweise eine Schuldenbremse braucht. Auf Kantons- und Bundesebene wird dieses Instrument bereits angewandt. Wir rufen den Gemeinderat dazu auf, ein Audit zu veranlassen, um die Verwaltungsstrukturen zu überprüfen. Selbstverständlich ist auch zu überprüfen, wo die Ausgaben gezielt gesenkt werden können. Wir sind nicht glücklich mit dem vorliegenden Budget, stimmen dem Entwurf jedoch zu, sofern er nicht massiv verschlechtert wird. Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen erfüllt damit die Vereinbarung und trägt den Kompromiss mit. Den Antrag der JUSO werden wir einstimmig ablehnen. Über den Antrag der Fraktion PSR sind wir geteilter Meinung.

Lehmann Caroline, Fraktion GLP+: Wir haben eine intensive Zeit hinter uns. Im ersten Anlauf haben wir es nicht geschafft ein Budget zu verabschieden, welches vom gesamten Parlament getragen wird. Das Budget wurde dann auch vom Volk klar abgelehnt. Nach der Budgetabstimmung von 2015 hat uns das einmal mehr gezeigt, dass Budgets, welche nicht von beiden Seiten im Parlament getragen werden, bei der Bieler Bevölkerung nicht wirklich gut ankommen.

Deswegen war es unserer Meinung nach nicht nur sehr sinnvoll, sondern notwendig, dass die runden Tische ins Leben gerufen wurden. Sie haben uns dazu gezwungen, an einer gemeinsamen Lösung zu arbeiten. An den Sitzungen wurde intensiv verhandelt und obwohl die Fraktion GLP+ am Anfang skeptisch war, haben wir einen gemeinsamen Nenner gefunden. Das Ergebnis, über das wir heute abstimmen ist ganz klar eine Kompromisslösung. Alle Parteien mussten Abstriche machen und auf Massnahmen verzichten, die sie gerne im Budget 2023 gesehen hätten. Es ist klar, dass niemand so richtig begeistert ist von der neuen Version. Trotzdem ist die Fraktion GLP+ aber der Meinung, dass wir heute Abend einen guten Vorschlag auf dem Tisch haben, dem wir in dieser Form auch zustimmen können.

Natürlich werden damit die finanziellen Probleme der Stadt Biel nicht gelöst, das wäre in einem Jahr auch nicht möglich. Unsere Investitionen werden noch für eine Weile durch neue Schulden finanziert werden müssen, aber es ist der erste Schritt in die richtige Richtung. Dies vor allem deshalb, weil nun intensiv an einer umfassenden Finanzstrategie gearbeitet wird. Die Annahme des Budgets ist ein Tatbeweis, dass das Parlament bereit ist, gemeinsam das Problem der Bieler Finanzen in Angriff zu nehmen und natürlich werden wir den vorliegenden Entwurf unterstützen.

Zu den beiden Änderungsanträgen schliesse ich mich meiner Vorrednerin an. Wir können den Antrag der JUSO nicht unterstützen, weil er das Budget ohne Gegenmassnahme massiv verschlechtert. Den Antrag der Fraktion PSR hingegen werden wir teilweise unterstützen. Wie erwähnt hat der Kompromiss sowohl positive als auch negative Aspekte. Ich bin überzeugt, dass wir damit eine Vorlage haben, welche eine Mehrheit in der Bevölkerung findet. Damit können wir den budgetlosen

Zustand bald aufheben, ein Eingreifen des Kantons verhindern und die Stadt kann ihren Verpflichtungen nachkommen. Mit dem Budgetkompromiss hat auch das Bängen der Institutionen ein Ende. Mit der Aufhebung des budgetlosen Zustands erhalten sie auch die vereinbarten Beiträge der Stadtverwaltung. Für uns ist zentral, dass damit der Kahlschlag beim Service public sowie der Abbau bei sozialen und kulturellen Einrichtungen fürs Erste abgewendet werden konnte. Beispielsweise konnten wir den Abbau der Strassenreinigung oder der Stadtgärtnerei verhindern, was für uns sehr wichtig ist. Ebenfalls wichtig ist der Budgetposten der ein Programm für den städtischen Wohnungsbau vorsieht. Dort muss es jetzt endlich vorwärtsgehen.

Im Kompromiss finden wir jedoch auch viele für uns schwierige Aspekte. Wir sollen sparen ohne eine umfassende Vorlage zur Verbesserung der Finanzen zu haben. Die Steuererhöhung, welche alle Stadtratsmitglieder als notwendig erachten, kommt später. Unter diesen Umständen Sparmassnahmen zu treffen ist hart. Wir müssen uns bereits heute an unser Wort halten, während die bürgerlichen Parteien ihren Tatbeweis erst in Zukunft erbringen müssen. Wir gewähren den bürgerlichen Parteien damit einen erheblichen Vertrauensvorschuss. Diesen erhalten sie, weil wir die Vereinbarung zum 1:1-Prinzip unterschrieben haben.

Ein weiterer schwieriger Punkt sind die Personalmassnahmen. Das Budget enthält dieselben Massnahmen wie in der ersten Version mit dem Unterschied, dass sie nicht mehr Bestandteil einer substanziellen Sanierungsvorlage sind. Damit leistet das Personal im vorliegenden Budget einen sehr grossen Beitrag, insbesondere, weil die Teuerung nicht komplett ausgeglichen wird und dadurch der Reallohn sinkt. Zwar ist es gelungen, festzuschreiben, dass die Massnahmen einmalig sind. Der fehlende Teuerungsausgleich wird mit einer Zulage abgedeckt.

Mit den Massnahmen aus dem ersten Budget würde die Stadtkasse wesentlich besser abschneiden als mit der vorliegenden zweiten Vorlage. Einige Parteien haben das erste Budget mit dem Argument der weiter ansteigenden Schulden bekämpft. Nun führt das vorliegende Budget zu höheren Schulden, was eine gewisse Ironie enthält.

Koller Levin, Fraktion SP/JUSO: Die Fraktion SP/JUSO bedankt sich für den guten vorliegenden Bericht. Nach der Ablehnung des Budgets musste innert kurzer Zeit eine neue Vorlage erarbeitet werden. Der grosse Effort verlangte wohl einiges ab und ist nicht selbstverständlich. Inhaltlich entspricht das Budget 2023 dem von links bis rechts erzielten Kompromiss. Nach der Ablehnung des ersten Budgetentwurfs sassen die Parteien am runden Tisch zusammen und haben nach Lösungen für das Budget 2023 sowie die finanziellen Probleme der Stadt gerungen. Die Diskussionen waren nicht immer einfach. Schliesslich ist es uns aber gelungen, einen Kompromiss für das Budget und einen Rahmen für die mittelfristige finanzielle Planung zu finden.

Im vorliegenden Kompromiss finden sich wohl alle ein wenig wieder. Er enthält für alle Seiten jedoch auch Kröten, die nur schwer zu schlucken sind. Die SP trägt den Kompromiss trotzdem mit und hat die Absichtserklärung unterschrieben. Nach dem Abstimmungsergebnis im November 2022 ist dies als stadttragende Partei die logische Konsequenz. Abstimmungen haben Folgen und die Stimmberechtigten müssen sich dessen auch bewusst sein. Die SP wird Anträge, welche den Budgetkompromiss in Frage stellen, nicht unterstützen. Der Antrag der Fraktion PSR gehört nicht dazu, weil wir vereinbart haben die entsprechenden «Substance»-Massnahmen mit anderen Massnahmen in derselben Höhe auszutauschen. Diesen Antrag werden wir deshalb unterstützen. Leider war es nicht möglich an den runden Tischen eine Vorlage zu erarbeiten, welche zu einer raschen und substanziellen Verbesserung geführt hätte.

Das bedauern wir. Nun gehen wir den Weg der kleinen Schritte. Wir von der SP werden diesen Weg konstruktiv mitgehen.

Der Bieler Rechnungsabschluss 2022 liegt ausnahmsweise bereits bei der Budgetdiskussion vor. Der Abschluss 2022 ist deutlich besser als von vielen erwartet. Die SP hat stets darauf hingewiesen, dass die Rechnungen jeweils deutlich besser abschliessen als budgetiert. Auch deshalb haben wir den Sanierungsbedarf der Stadtkasse auf höchstens CHF 15 - 20 Mio. statt CHF 25 Mio. geschätzt. Der vorliegende Abschluss wird zeigen, dass wir mit unseren Schätzungen richtig lagen. Für unsere weiteren Arbeiten ist dieser Fakt nicht ganz irrelevant.

Paronitti Maurice, au nom du Groupe PRR: Voici un budget qui ne propose pas d'augmentation d'impôts mais affiche un déficit de près de 3 millions de fr. Il faut à moyenne et longue échéance améliorer la situation tant du côté des recettes que de celui des dépenses. Le budget présenté ce soir contient 15 millions de fr. de prélèvements sur des fonds spéciaux. Cela veut dire que l'on prend sur des gains comptables qui ne sont pas des liquidités. Il est clair que la Ville va continuer à s'endetter mais le point positif est que cela se fera par des investissements sur des objets dans la durée et non pas dans des dépenses de consommation simple comme le financement des salaires comme cela avait été le cas dans le passé. Le budget présenté est donc relativement neutre mais raisonnable. Nous n'oublions pas que l'impôt est un instrument de gestion budgétaire qui doit intervenir qu'en dernier recours.

Les besoins pour le bon fonctionnement de la Ville peuvent augmenter. Nous pensons par là au domaine du social ou des écoles. On peut donc considérer ce budget comme transitoire plutôt que provisoire. Il a été élaboré pour éviter un nouveau refus devant le Peuple en renonçant à une nouvelle augmentation des impôts. Il s'agit de poursuivre ce travail de longue haleine afin de stabiliser les finances de la Ville, sans que le Canton doive intervenir. Les économies de la première mouture restent et sont complétées de mesures supplémentaires. À cela s'ajoute, pour 2023, une compensation de renchérissement modulée en fonction des classes de salaire. Il s'agit d'une mesure à caractère unique, socialement responsable, qui se répercute dans les années suivantes. Cela nous fait dire que la requête de la jeunesse socialiste a déjà été examinée. De plus, nous savons déjà que les comptes 2022 contiennent de meilleures recettes fiscales que prévues, notamment pour ce qui est des personnes morales. Il s'agit d'environ 5 millions de fr. Si cette tendance se maintient il n'est pas exclu que les rentrées de ces prochaines années permettront de repousser, voir de renoncer à l'augmentation de la charge fiscale. En effet, mieux l'économie se porte moins il faudra utiliser l'outil « impôt ». Il est donc important de se tenir à ce qui est proposé car toute péjoration pourrait déstabiliser l'édifice.

Le Groupe PRR constate que le budget 2023, seconde formule, contient une analyse qui permet d'aller de l'avant et d'emporter l'adhésion des ayants droits au vote. Nous concluons quant aux principes et sauf surprise négative à l'acceptation de ce budget. Pour revenir sur la demande des jeunes socialistes, il y a eu une négociation des charges du personnel sur le budget 2023, lors des tables rondes. Les partenaires sociaux ont accepté cela. Le résultat de ces négociations est rappelé à la page 8 du rapport préliminaire, page 7 pour la version allemande de ce document. On ne comprend pas bien pourquoi les jeunes socialistes déposent cette requête. Pour la demande du PSR, il ne s'agit pas d'une mesure d'économie mais une demande récurrente, qui va engendrer des conséquences sur les budgets à venir. Nous refusons donc de mettre en péril encore une fois nos finances.

Sutter Andreas, Fraktion FDP: Auch die Fraktion FDP unterstützt das vorliegende Budget. Es war nicht ganz einfach an den runden Tischen einen Kompromiss zu finden. Herr Koller sprach von Vertrauen. Wir bringen ebenfalls Vertrauen entgegen. Der Antrag der JUSO ist jedoch kein Vertrauensbeweis. Er schert aus der Vereinbarung aus. Der Mensch lebt vom Vergleich. So auch die Belegschaft. Sie war solange zufrieden mit dem Kompromiss, bis sie das Rechnungsergebnis kannte. Das ist menschlich und ich verstehe die Empörung. Ein Gewerkschaftsvertreter muss da ja wohl demonstrieren. Wir werden diesen Antrag sicher nicht unterstützen, denn die Annahme hätte eine massive Verschlechterung um CHF 1,6 Mio. zur Folge. Der Antrag ist zudem schlecht formuliert. Es geht nicht um CHF 200, sondern um CHF 200 pro Angestellte/r pro Monat und darüber hinaus noch kumulativ. Schliesslich werden die bereits dem Rechnungsjahr 2022 belasteten CHF 100 nicht rückgängig gemacht. Das ist ein herber Vertrauensbruch gegenüber der Vereinbarung. Wenn das so weitergeht behalten wir uns vor, die Spielregeln ebenfalls anzupassen.

Ohne massgebliche Verschlechterung unterstützen wir das vorliegende Budget. Der Antrag der Fraktion PSR spielt finanziell keine Rolle. Es ist jedoch nicht Sache des Parlaments über Öffnungszeiten zu bestimmen oder wie lange ein Kehrrichtfahrzeug unterwegs sein soll. Das ist peinlich.

Rüber Stefan, Fraktion Grünes Bündnis: Uns liegt ein Übergangs- und Kompromissbudget vor. Niemand ist wohl zu 100% zufrieden damit. Wir hoffen, dass das Budget eine konstruktive Grundlage für die zukünftige Arbeit bildet und die Finanzstrategie Früchte tragen kann. Wir müssen in der Zukunft finanzpolitischen Spielraum beibehalten, um in die Stadt zu investieren und sie lebendig zu halten. Ich verzichte darauf, unsere politische Grundhaltung darzulegen. Im Herbst 2022 habe ich das bereits ausführlich gemacht. Ich danke für die Gelegenheit der Diskussion am runden Tisch und für die Arbeit des Gemeinderats, der Verwaltung und der Ratsmitglieder. Bereits im Dezember 2021 forderten wir einen runden Tisch, um so grosse Themen frühzeitig diskutieren zu können. Ich finde das Vorgehen nach wie vor gut und richtig. Die Fraktion Grünes Bündnis wird dem vorliegenden Budget zustimmen. Wir befürchten, dass mit dem Antrag der Fraktion PSR Einsparungen beim Unterhalt gemacht werden. Die Fraktion Grünes Bündnis wird diesem nicht zustimmen können.

Moeschler Marie, PSR: Comme décrit dans l'amendement déposé, le PSR a utilisé de la possibilité, qui a été offerte par le Conseil municipal lors des Tables rondes, d'échanger des mesures d'économie demandées par le budget 2023. Cette proposition respecte toutes les conditions émises par le Conseil municipal puisque les montants économisés restent les mêmes. Avant d'entrer plus en détails sur l'amendement, je tiens à formuler une nouvelle demande. L'amendement comprend trois mesures contre une seule mesure. Notre groupe demande que **le vote se fasse point par point et que l'on ajuste la compensation sur le montant de la mesure 548 en conséquence**. Nous demandons ces ajustements car le PSR, le SP et les JUSO sont d'avis que l'on ne peut pas économiser sur le dos de la population. Il n'est pas juste d'assainir les finances en réduisant les prestations à la population. Le service public et les prestations directes à la population ne doivent pas être touchés au nom des économies.

Concernant la mesure 400-1, «Réduction du nombre de séances des commissions», il n'est pas souhaitable de réduire ceci car il n'est déjà pas facile de trouver des personnes prêtes à s'engager. Si on décide de réduire le nombre de séances, cela ne

signifie pas réduire le contenu de ces séances mais plutôt de traiter les mêmes objets avec moins de temps pour la réflexion et le débat. C'est pourquoi, il nous apparaît que faire une économie de 2'500 fr. n'est pas justifiée. Nous demandons au Conseil de ville de nous soutenir pour cette mesure.

Concernant la mesure 408-1, «Réduction de 50% des heures d'ouverture du guichet d'accueil du Palais des Congrès», il n'est pas souhaité de réduire les heures pour des raisons d'accessibilité de l'Administration à la population, mais aussi de l'image que cela donne. Nous souhaitons une Administration ouverte et dynamique. Alors, évitons de passer pour des bureaucrates enfermés dans leur tour de verre à triple tours.

Concernant la mesure 438-2, «Augmentation du prix payé par les parents pour le Passeport vacances». Cette mesure est totalement inacceptable et nous appelons les autres partis à un peu plus de considération envers le peuple qui les a élus. Vous, l'UDC, qui dites qu'il est inacceptable de faire payer la population par une augmentation d'impôts, vous est-il plus acceptable que ce même peuple paie au travers d'offres qui leurs sont faites? N'est-ce pas contradictoire? En effet, le Passeport vacances est une aide précieuse pour les parents qui n'ont pas le même nombre de vacances que leurs enfants. Il constitue surtout une aide irremplaçable pour les parents qui ne pourraient pas se permettre d'amener leurs enfants au bord de la mer chaque année. Le Passeport vacances est ludique, éducatif et social. Contrairement à ce qui pourrait être pensé les personnes, pour qui le Passeport vacances est trop cher, ne reçoivent aucune aide de l'État. Dès lors, si le prix du Passeport vacances augmente, cela pourrait impacter l'accessibilité à ce dernier pour des familles à revenus modestes. Or, comme on l'a dit sans relâche depuis une année, le pouvoir d'achat des gens n'augmente pas. Pourquoi vouloir faire peser le bien-être étatique sur le bien-être des enfants. Il s'agit là d'une mesure définitivement inacceptable à nos yeux.

En ce qui concerne la mesure que nous proposons, en remplacement des trois autres mesures, soit la mesure 540-8, je rappelle ici que cette mesure faisait partie intégrante du projet «Substance 2030». Il s'agit d'une mesure que le Conseil municipal aurait voulu que l'on accepte en octobre 2022. Cette mesure avait été proposée avec une mise en oeuvre pour 2023 et pour un montant d'environ 200'000 fr. Si le Conseil municipal argumente aujourd'hui autre chose, cela signifierait qu'il nous a proposé des mesures qu'il n'estimait pas réalistes. Je vous demande comment peut-on faire du bon travail dans ces conditions. De plus, à la lecture des mesures détaillées de «Substance 2030», la mesure 540-8 a pour but d'optimiser l'entretien en interaction avec les immeubles du patrimoine financier de la CTS. Selon nous, l'optimisation de l'Administration devrait être la mesure prioritaire à l'assainissement des finances lorsque cela est possible. Nous préférons donc une optimisation de notre système plutôt qu'une réduction des prestations à la population. Cette proposition ne signifie en aucun cas que nous sommes pour la réduction de l'entretien du patrimoine financier. Nous faisons simplement confiance au Conseil municipal. Nous espérons toutefois, qu'à l'avenir, l'optimisation des processus se fasse d'emblée et pas au travers d'un plan d'assainissement d'envergure. Je trouve donc un peu malvenu de la part d'un groupe qui aurait accepté le projet «Substance 2030» dans son ensemble de dire que notre amendement est contre-productif. Nous vous demandons donc de nous soutenir sur chacun de ces trois points et d'ajuster la compensation sur la mesure 540-8 en conséquence des résultats de votes.

Hamdaoui Mohamed, Le Centre: Il y a un contraste saisissant avec ce qui s'est passé il y a six mois. Je ne sais pas si vous vous souvenez mais lorsqu'on a discuté de ce budget l'année dernière, la tribune était noire de monde et même la SSR était présente.

Il s'agissait d'un débat basique avec les bons, les méchants, ceux qui soutiennent la culture, le sport, etc. Le résultat des votes a été calamiteux. Maintenant, six mois plus tard, dans la rue il n'y a personne et dans la tribune il y a deux personnes. Alors, je vous demande qu'est-ce qui a changé. C'est un peu terrible à dire mais en l'espace de six mois, on a été obligé de discuter le couteau sous la gorge. Je trouve triste de devoir en arriver là. On devrait pouvoir discuter sans y être obligé car il y a une urgence et on gagnerait du temps pour discuter de sujets plus importants.

Müller Lukas, UDC: Seit wir uns das letzte Mal gesehen haben, ist viel passiert. Mittlerweile stecken wir in einer globalen Finanzkrise. Wir erleben Zwangsenteignungen von zahllosen Kleinanlegern und Mitarbeitenden der CS. Innerhalb von drei Jahren hat der Bundesrat bereits das dritte Mal per Notrecht geltende Gesetze ausgehebelt. Es wird einen massiven Stellenabbau geben. In Biel sind wohl sämtliche CS-Mitarbeitende der örtlichen Filiale betroffen. Im Kundencenter der UBS an der Aarbergstrasse werden durch die Zusammenlegung der IT wahrscheinlich auch einige Leute ihre Stelle verlieren. Für die künftigen Verhandlungen zur Finanzplanung sollten wir die voraussichtlichen Mindereinnahmen mitberücksichtigen.

Rüber Stefan, Grüne: In Bezug auf den Ferienpass ist uns wichtig, dass Personen mit tiefen Einkommen auch weiterhin günstigen Zugang zu diesem tollen Angebot haben. Ich frage mich, ob der Preis nicht nur für diejenigen erhöht werden kann, die ihn bezahlen können und die anderen von der Erhöhung ausnimmt. Damit könnte die Massnahme, falls machbar, im Budget 2023 belassen werden. Kann mir die zuständige Gemeinderätin dazu mehr sagen?

Koller Levin, SP: Ich äussere mich im Namen der Fraktion SP/JUSO zum Antrag der Fraktion PSR. Wir finden den Antrag sehr sinnvoll. Am runden Tisch wurde vereinbart, dass Massnahmen ausgewechselt werden können. Inhaltlich lehnen wir insbesondere die Preiserhöhung für den Ferienpass ab. Den Preis in Zeiten der Inflation zu erhöhen, halten wir für eine schlechte Idee. Viele Familien in unserer Stadt kämpfen zurzeit mit steigenden Preisen. Wir wollen verhindern, diese zusätzlich zu belasten. Auch die beiden anderen Massnahmen, die Schalteröffnungszeiten im Kongresshaus zu reduzieren sowie die Anzahl Kommissionssitzungen zu senken, lehnen wir ab. Öffentliche Dienstleistungen müssen auch im digitalen Zeitalter physisch für die Bevölkerung zugänglich sein. Diese Massnahmen durch solche zu ersetzen, von denen die Bevölkerung nicht direkt betroffen ist, begrüssen wir. Bevor Leistungen für die Bevölkerung reduziert werden, ist das Optimierungspotenzial in der Stadtverwaltung auszunutzen. Der Antrag der Fraktion PSR verlangt genau das.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Ich halte fest, dass der Kompromiss des runden Tisches mit der gemeinsamen Absichtserklärung gelungen ist. Frau Lehmann hat vorhin festgehalten, dass eine intensive Zeit hinter uns liegt. Ich würde sagen, wir haben auch eine intensive Zeit vor uns. Das ist jedoch normal und macht die politische Arbeit spannend. Der Rahmen wurde festgelegt, um einen Weg zu finden, wie mit der anspruchsvollen finanziellen Situation der Stadt Biel umzugehen ist. Ich danke allen für ihr grosses Engagement und auch dafür, dass Sie die Arbeit der Stadtverwaltung anerkennen. Die Situation ist auch für die Mitarbeitenden anspruchsvoll.

Wichtig ist, dass nach der Absichtserklärung die Gespräche weitergeführt werden. Mit diesem Vorgehen behalten wir die Verfügungsgewalt und die Hoheit über die Stadtfinanzen hier in Biel. Es ist nicht gut, wenn der Kanton das Budget macht.

Schliesslich ist es unsere Aufgabe als gewählte Vertreter eine Lösung zu finden. Auf diesem Weg sind wir jetzt. Die Volksabstimmung zum Budget ist noch zu bestehen. Eine Volksabstimmung ist nie ein Selbstläufer. Verschiedene Stadtratsmitglieder haben festgehalten, dass sie sich für das vorliegende Budget 2023 im Hinblick auf die Volksabstimmung einsetzen werden. Ich appelliere an Sie alle, sich für das Budget einzusetzen. Es gilt nicht nur ein Eingreifen des Kantons zu verhindern, sondern den budgetlosen Zustand, welcher eine Belastung für die Verwaltung aber auch für viele Institutionen darstellt, rasch zu beenden. Der Gemeinderat hat ausnahmsweise die Zahlen zum Jahresabschluss 2022 bereits bekannt gegeben. Das Ergebnis zeigt, dass die Rechnung 2022 von einmaligen Ereignissen profitiert. Mittelfristig darf mit ungefähr CHF 5 Mio. höheren Steuereinnahmen von juristischen Personen gerechnet werden als noch vor einem halben Jahr geschätzt. Einen Teil der höheren Einnahmen werden wir zurückvergüten müssen. Wir wissen, dass aufgrund der guten Ergebnisse 2021 die Raten für 2022 zu hoch ausgefallen sind. Bei den natürlichen Personen sind wir wieder auf dem langfristigen Trendpfad von CHF 1 Mio. Mehrertrag pro Jahr angekommen. Die Delle der Einnahmen während der Pandemie war vorübergehend. Das Programm «Bienvenue à Bienne - Willkommen in Biel» zeigt seine Wirkung. 2016 wurde es mit der Absicht eingeführt, CHF 10 Mio. mehr an Steuereinnahmen während 10 Jahren zu erreichen. Mit Befriedigung stelle ich fest, dass wir dieses Ziel bereits heute erreicht haben, ohne den Effekt aus den Steuererhöhungen von 2016 zu berücksichtigen. Aus diesem Trendpfad ergibt sich jedoch leider nicht, dass die Steuererträge der natürlichen Personen mittelfristig höher budgetiert werden können.

Das vorliegende Budget ist eine Übergangslösung, um die nächsten Schritte zu ermöglichen. Das Budget 2023 ist vereinfacht gesagt um CHF 20 Mio. defizitär. Herr Koller, das Defizit liegt zwischen CHF 15 bis 25 Mio., die Differenzen schwanken von Jahr zu Jahr. Sie haben nicht Unrecht und der Gemeinderat auch nicht. Ich lade Sie ein, das vorliegende Budget 2023 zu genehmigen und den positiven Spirit aus dem runden Tisch mitzunehmen. Ich gehe nun auf die einzelnen Punkte Ihrer Äusserungen ein.

Madame Stolz, le renchérissement est compensé partiellement selon un accord avec les partenaires sociaux à hauteur de 100 fr. par tête et mois pour un pourcentage de travail à 100%. Cela fait que la compensation totale du renchérissement est assurée pour les personnes à plus bas salaires. Plus les salaires sont élevés et moins grande est la quote-part couverte par cela. Il s'agit d'une mesure socialement défendable. Le tout est relativisé par le versement des 500 fr. qui sont payés rétroactivement pour 2022. Vous faites des propositions de changements de mesures qui sont prévues dans la convention établie. Toutefois, je voudrais préciser que cette possibilité ne vous a pas été proposée par le Conseil municipal mais il s'agit d'un souhait des participants et des participantes à la Table ronde. Sur le contenu des changements proposés, les directions concernées se prononceront après. Pour la question de la commission, je ne vais pas me prononcer au nom du Conseil municipal, il s'agit d'une décision de cet hémicycle. Nous avons besoin d'un partenaire qui peut siéger rapidement, efficacement et surtout faire comprendre les démarches prévues dans les groupes.

Die Zustimmung zum vorliegenden Budget ist ein erster wichtiger Schritt. Anschliessend geht es darum, das Budget durch die Volksabstimmung zu tragen. Parallel dazu soll die Finanzstrategie entwickelt und das Budget 2024 konsolidiert werden.

Gonzalez Bassi Glenda, directrice de la formation, de la culture et du sport: Je me prononce en raison des amendements déposés. Concernant les jetons de présence, cette économie peut paraître ridicule mais elle est liée à la méthodologie utilisée pendant l'identification des mesures « Substances 2030 », qui était liée à des centres de profit. Voilà pourquoi cette mesure a été proposée.

Pour la mesure concernant les heures d'ouverture du guichet d'accueil du Palais des Congrès, je peux vous dire que depuis le début de cette année cette mesure a été mise en place. Suite au déménagement d'une partie du guichet qui est lié à l'autorisation des places de stationnement pour les zones bleues, ce guichet n'est ouvert que le matin. Une organisation a été mise en place. Le service AVS prend en charge cette ouverture du guichet en raison de l'expérience qui avait été faite durant le Covid. On a constaté que le trafic des personnes dans la tour du Palais des Congrès est problématique étant donné l'accès peu pratique avec les deux ascenseurs. Cette mesure permet aussi de faciliter le déplacement des personnes qui travaillent dans cette tour de 16 étages. Nous estimons que la population doit être accueillie dans les deux langues.

Concernant la mesure du Passeport vacances, je voudrais apporter un petit correctif. J'ai entendu dire que cette mesure ne bénéficiait d'aucune subvention. Cela n'est pas tout à fait correct. Les personnes les plus défavorisées bénéficiant d'une réduction des primes de caisses maladie payent 50 fr. au lieu de 90 fr. une semaine de Passeport vacances. Il ne s'agit donc pas de tarifs exagérés pour une prise en charge. Je vous remercie de suivre la proposition du Conseil municipal et de rejeter ces amendements.

Frank Lena, Direktorin Bau, Energie und Umwelt: Ich gebe gerne noch Auskunft zur vorgeschlagenen Kompensationsmassnahme, falls der Antrag der Fraktion PSR angenommen wird. Diese wurde aus gutem Grund aufgenommen. Frau Moeschler hat richtig bemerkt, dass die Massnahme der Optimierung des Gebäudeunterhalts wichtig ist. Wir möchten die Synergien verbessern, brauchen dafür aber noch Zeit. Mit Resultaten rechnen wir bis Anfang 2024. 2022 wurde eine Zustandsanalyse sämtlicher Gebäude im Verwaltungsvermögen vorgenommen. Wir wissen jetzt, wo, welcher Bedarf besteht. Die Abteilung Hochbau wird eine Immobilienstrategie für Gebäude im Verwaltungsvermögen erstellen. Daraus werden sich die Fragen zur Finanzierung und Synergien stellen. Ich bitte Sie nachdrücklich darum, uns diesen Weg weiter verfolgen zu lassen. Andernfalls müssten wir beim Gebäudeunterhalt Abstriche machen. In der heutigen Situation ist dies unter allen Umständen zu vermeiden. Wir wollen einen nachhaltigen Weg finden, um die Problematik zu lösen. Die Gebäude sollen gepflegt und längerfristig unterhalten werden. Ich bitte Sie, dem Gemeinderat zu folgen.

Votes

sur les points suivants de l'amendement du Groupe PSR:

- supprimer la mesure 400-1, (Réduction du nombre de séances de commission)
- supprimer la mesure 408-1, (Réduction de 50% des heures d'ouverture du guichet d'accueil du Palais des Congrès)
- supprimer la mesure 438-2, (Augmentation du prix payé par les parents pour le Passeport vacances)

La proposition d'amendement est refusée.

Motion d'ordre

Augsburger-Brom Dana, parteilos: Ich beantrage die Abstimmung mit Namensaufruf für den Antrag der Fraktion PSR.

La motion d'ordre est acceptée.

Vote par appel nominal

Parti	Nom et prénom	OUI	NON	ABST
GLP	Arnold Niels		X	
x	Augsburger-Brom Dana	X		
PRR	Bord Nathalie		X	
GLP	Briechle Dennis		X	
SP	Bucher Juliet	X		
JS	Cacciabue Anna	X		
PdA	Celik Pir Chè	X		
SP	Clauss Susanne	X		
Grüne	De Maddalena Daniela			X
FDP	Eggimann Roman		X	
Grüne	Epper Bettina			X
UDC	Francescutto Luca		X	
EVP	Gloor Yannick		X	
Centre	Hamdaoui Mohamed			X
PdA	Heiniger Peter	X		
PSR	Kilezi Ruth	X		
SP	Koller Levin	X		
GLP	Lehmann Caroline	X		
FDP	Leuenberger Bernhard		X	
Grüne	Loderer Benedikt		X	
PSR	Moeschler Marie	X		
EVP	Molina Franziska		X	
SVP	Müller Lukas		X	
JUSO	Oberle Fabio	X		
PRR	Paronitti Maurice		X	
DE	Rindlisbacher Hugo		X	
SP	Rodriguez Ugolini Julian	X		
Grüne	Roth Myriam			X
Grüne	Rüber Stefan			X
SVP	Scherrer Jürg		X	
Grüne	Scheuss Urs		X	
Grüne	Schiess Christophe		X	
JUSO	Schlup Nina	X		
SVP	Schneider Sandra		X	
SVP	Schneider Veronika		X	
EDU	Schor Alfred		X	
PAS	Sprenger Titus			X
SP	Steinmann Alfred	X		

PSR	Stolz Joseline	X		
SP	Strobel Salome	X		
PRR	Suter Daniel		X	
FDP	Sutter Andreas		X	
SP	Tanner Anna	X		
PAS	Tennenbaum Ruth	X		
PSR	Torriani Latscha Isabelle	X		
Grüne	van der Meer Marion			X
PSR	Vlaiculescu-Graf Christiane	X		
Grüne	Vouillamoz Naomi			X
UDC	Wächter Olivier		X	
FDP	Wendling Cécile		X	
UDC	Widmer Patrick		X	
SP	Wiederkehr Martin	X		
SVP	Zumstein Joël		X	
	Gesamtergebnis	21	24	8

La proposition d'amendement est **refusée** par **21 OUI**, **24 NON** et **8** Abstentions.

Mairie

Oberle Fabio, JUSO: Ich antworte auf die Angriffe von Herrn Sutter und seinen herbei fantasierten Vertrauensbruch. Wenn Sie die Vereinbarung genau gelesen hätten, dann hätten Sie gesehen, dass die JUSO als Partei die Vereinbarung nicht mitunterzeichnet hat. Für Parteien, die auf dem Stadtgebiet keine wahrnehmbaren Jungparteien haben und die unter 25-jährigen in ihren Fraktionen gar nicht oder sehr knapp vertreten sind, mag es verwunderlich sein, aber nochmals zur Klarstellung: Die JUSO ist rechtlich, inhaltlich und operativ unabhängig und hat diesen Kompromiss nie unterzeichnet. Ihre Vorwürfe sind somit nichts als Unwahrheiten und Propaganda eineinhalb Jahre vor den Wahlen. Der Wahlkampf hat also schon begonnen und die FDP hat sich bereits von der Wahrheit verabschiedet.

Zurück zum Inhaltlichen. Unser Antrag stellt eine einfache Frage. Soll es bei den städtischen Angestellten, insbesondere bei jenen mit eher tiefen Einkommen, Lohnkürzungen geben? Wenn die städtischen Angestellten keinen angemessenen Inflationsausgleich erhalten, sind das Reallohneinbussen und damit faktisch Lohnkürzungen. Insbesondere alle nicht rechtsbürgerlichen Stadtratsmitglieder müssen sich fragen, ob Sie den städtischen Angestellten einen anständigen Inflationsausgleich verwehren wollen. Dies wäre die Folge einer falschen Loyalität gegenüber Parteien, deren einzige Stärke es ist, mittels Steuergeschenke nach oben umzuverteilen oder abstruse Boni und Dividenden mit Milliarden der öffentlichen Hand zu subventionieren. Dies weil es versäumt wurde, Regeln für den Finanzplatz zu schaffen. Wollen Sie sich von den Parteien der Banken und Konzerne diktieren lassen, ob städtische Angestellte mit einem eher tiefen Lohn sich entscheiden müssen, die Krankenkasse zu bezahlen, Lebensmittel einzukaufen oder sich doch ein Geburtstagsgeschenk für das Kind zu leisten?

Werte Stadtratsmitglieder, es ist eine Frage von Anstand und Respekt gegenüber den städtischen Angestellten und der Arbeit, die sie tagtäglich leisten, dass wir in einem Jahr in dem wir CHF 24 Mio. mehr einnehmen als erwartet, nicht Löhne kürzen,

sondern einen reallohnnerhaltenden Inflationsausgleich für die tiefen und mittleren Einkommen von CHF 200 pro 100%-Stelle beschliessen. In diesem Sinne bitte ich Sie, dem Antrag zuzustimmen.

Koller Levin, SP: Ich spreche im Namen der SP und halte fest, dass wir den Antrag der JUSO in der aktuellen Situation nicht sinnvoll finden. Die SP trägt den Budgetkompromiss mit und wird dementsprechend den Antrag der JUSO ablehnen. In einem Punkt liegt die JUSO jedoch richtig. Die Teuerung gehört grundsätzlich ausgeglichen. Deshalb hat sich die SP am runden Tisch vehement dafür eingesetzt, dass die Inflation für das städtische Personal voll ausgeglichen wird. Aufgrund der Ablehnung der bürgerlichen Parteien ist es uns im Rahmen der Verhandlungen nicht gelungen, diese Forderung durchzusetzen. Wir bedauern diesen Entscheid. Es ist jedoch eine Folge der Ablehnung des Budgets im November 2022, dass das nun vorliegende Budget nicht unsere Wunschvorlage ist. Uns ist es in den Verhandlungen immerhin gelungen, eine Nachsteuerungszulage für die städtischen Mitarbeitenden herauszuholen. Zudem bekennen sich alle Parteien dazu, dass der reduzierte Teuerungsausgleich im Rahmen der finanziellen Sanierungsanstrengungen einmalig ist. Diese Massnahme ist ein wichtiger Bestandteil des erreichten Kompromisses, den wir nicht gefährden wollen. Als SP stehen wir klar dazu, dass dieser Kompromiss für unsere Stadt wichtig ist. Ich bitte Sie, den Kompromiss ebenfalls bis zum Schluss mitzutragen.

Sutter Andreas, FDP: Ich danke Herrn Koller für seine soeben manifestierte Haltung. Mein vorheriges Votum nehme ich gerne zurück. Ich vertraue Herrn Koller und darauf, dass die SP den Kompromiss mitträgt. Ich finde es schade, hat die JUSO an den runden Tischen nicht mitgemacht, denn sie wurde ebenfalls dazu eingeladen. Zum Schluss weise ich darauf hin, dass eine Steuererhöhung auch eine Einkommensminderung bedeutet.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Ich denke, die Ausgangslage ist klar. Eine grosse Mehrheit im Stadtrat trägt den Kompromiss mit. Dieser beinhaltet auch die erzielte Einigung mit den Sozialpartnern. Die Teuerung wird nur für die höheren Lohnklassen nicht voll ausgeglichen. Für die tieferen Einkommen wird sie vollständig kompensiert. Der Gemeinderat hält diesen Entscheid für sozial verträglich. Zum Schutz der tieferen Einkommen sollen ausserdem Beförderungen bis zur Lohnklasse 15 gewährt werden. In den «Substance-Massnahmen» hatte der Gemeinderat ursprünglich vorgeschlagen, Stufenanstiege und Beförderungen für ein Jahr komplett auszusetzen. Im Interesse des vereinbarten Kompromisses und der mittelfristigen Lösung empfehle ich Ihnen, den Antrag der JUSO abzulehnen. Die Antragstellenden haben sich die Rechnung einfach gemacht. Sie verdoppelten den vereinbarten Teuerungsausgleich auf CHF 200. Die Teuerung würde damit nicht nur ausgeglichen, sondern sogar überschritten.

Vote

- sur l'amendement des JUSO, de compenser l'inflation à hauteur de 200 fr.

La proposition est refusée.

Direction des finances

La parole n'est pas demandée.

Direction de l'action sociale et de la sécurité

La parole n'est pas demandée.

Direction de la formation, de la culture et du sport

La parole n'est pas demandée.

Direction des travaux publics, de l'énergie et de l'environnement

La parole n'est pas demandée.

Vote final

Le Conseil de ville de Bienne décide par **47 OUI, 0 NON et 6 abstentions** de soumettre aux ayants droit au vote un budget 2023 qui se solde, au niveau du compte global, avec des **charges de 529.01 millions de fr.** et des **revenus de 526.24 millions de fr.**, soit avec un **résultat négatif de 2.77 millions de fr.**

1. Les impôts communaux inchangés suivants seront perçus en 2023: les taux unitaires cantonaux multipliés par 1.63 sur les espèces d'impôts de l'État (revenu, fortune, bénéfice et capital).
2. En 2023, une taxe immobilière inchangée s'élevant à 1,5‰ de la valeur officielle sera perçue.
3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter ces arrêtés.

Message

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Le message contient quelques erreurs de traduction dans sa version française et des erreurs d'addition dans le texte. Je passe la parole à Monsieur Fehr qui va les expliquer afin qu'elles soient corrigées.

Fehr Erich, Stadtpräsident: In der Hitze des Gefechts kam es zu Fehlern. Ich bitte Sie, diese zu entschuldigen. In der Botschaft auf Seite 7 sollte es im 3. Abschnitt bei dem Total der Entlastungen CHF 4,58 Mio. heissen. Auf Seite 12 ist die korrekte Zahl im 3. Abschnitt CHF 4,58 Mio. Die zuvor angemarkten Übersetzungsfehler werden wir in der französischen Version entsprechend korrigieren.

Schiess Christophe, au nom du Groupe Alliance Verte: Il s'agit juste d'un détail que l'on ne pouvait pas connaître avant ces dernières minutes. Il y a un tableau qui présente en deux colonnes les arguments pour et contre. Il faudra donc biffer la partie de tableau avec les arguments contre étant donné qu'il n'y en a pas.

Rüber Stefan, Grüne: Auf Seite 4 in der deutschen Version steht: *«In enger Zusammenarbeit»*, der Rest des Satzes fehlt. In der französischen Version steht dieser Satzanfang nicht. Ich schlage vor, den Text in der deutschen Version zu streichen.

Die vielen unterschiedlichen Zahlen zu den «Substance»-Massnahmen führen zu Verwirrung. Ich schlage vor, zu vereinfachen und nur das Total der «Substance»-Massnahmen in Zahlen festzuhalten, wie vom Stadtpräsident soeben erwähnt.

Auf Seite 7 ist die Formulierung *«Substance 2030 enthält darüber hinaus weitere Massnahmen, welche bis und mit 2026 jährlich wiederkehrende Entlastungen mit sich bringen»* vorzuziehen.

Auf Seite 12 oben, stammt der Satz *«Im Moment kann die Stadt Biel nicht einmal ihre laufenden Ausgaben mit den Einnahmen (Cash) decken»* aus der ersten Botschaft zum Budget für die Abstimmung im November 2022. Dieser Text ist nicht mehr aktuell. Ich schlage vor, den Satz zu streichen.

Briechle Dennis, GLP: Ein Aspekt wurde heute nicht diskutiert und steht auch nicht in der Botschaft. Ich frage mich, ob wir die Konsequenzen bezüglich der Fristen bei einer Ablehnung des Budgets 2023 in der Volksabstimmung nicht erwähnen sollten. Ich schlage vor, ungefähr folgende Formulierung den Pro-Argumenten hinzuzufügen: *«Würde das Budget abgelehnt, wird es nicht mehr gelingen, fristgerecht ein Budget zu verabschieden. Die Stadt Biel würde ihre Finanzhoheit verlieren.»*

Fehr Erich, Stadtpräsident: Herr Briechle, ich fange mit Ihrem Vorschlag an. Auf Ihr Anliegen wird bereits unter Punkt 5, «Folgen einer Ablehnung des Budgets 2023» im Text der Botschaft hingewiesen. Ich schlage vor, als Schlusssatz zu diesem Punkt festzuhalten: *«Sollte das vorliegende Budget vom Volk abgelehnt werden, verbleibt aufgrund der einzuhaltenden Fristen nicht mehr ausreichend Zeit zur Erarbeitung einer weiteren Budgetvariante.»*

Herr Schiess, Sie haben recht. Da keine Argumente dagegen vorhanden sind, wird dieser Hinweis gestrichen.

Ich komme zu den Vorschlägen von Herrn Rüber. Der Text in Ihrem Vorschlag 1 kann ersatzlos gestrichen und Vorschlag 2 entsprechend umformuliert werden. Bei Vorschlag 3 stellt sich die Frage, ob die Betrachtung nur für das Budget 2023 zu ziehen ist oder aber über einen längeren Zeitraum. Die Entscheidung darüber überlasse ich dem Stadtrat.

Votes

- sur l'amendement de Monsieur Briechle, d'ajouter la phrase dans les arguments pour: *«Würde das Budget abgelehnt. Wird es nicht mehr gelingen, fristgerecht ein Budget zu verabschieden. Die Stadt Biel würde ihre Finanzhoheit verlieren.»*

La proposition est acceptée.

- sur les amendements de Monsieur Rüber, de biffer les textes sur les pages 4 et 12 et de reformuler le texte sur la page 7

Les propositions sont acceptées.

Le projet de message aux ayants droit au vote est approuvé avec des modifications.

7. Motivation de l'urgence du Postulat 20230086, Wächter Olivier, UDC, «La Ville de Bienne doit rester neutre dans le conflit entre l'Ukraine et la Russie»

Wächter Olivier, au nom du Groupe UDC/Les Confédérés: Malheureusement ce conflit est toujours d'actualité. Le principe de neutralité est à appliquer à la Suisse et à toutes les communes donc à Bienne aussi. Il s'agit d'un principe important qu'il ne faut pas bafouer. Il est clair que notre souhait serait de ne jamais devoir traiter ce postulat urgent car cela voudrait dire que cette guerre serait terminée dans les trois prochains mois. On l'espère, tout au moins.

L'urgence est accordée

8. Motivation de l'urgence de l'Interpellation 20230087, Schlup Nina, JS, Oberle Fabio, JS, Cacciabue Anna Louise, JS, «Projet de construction par le réseau gazier du Mittelland d'un terminal de gaz liquéfié, d'un réservoir de gaz et d'une centrale de réserve»

Schlup Nina, JUSO: Der Gasverbund Mittelland plant, einen Flüssiggasterminal, einen Gasspeicher und ein Reservekraftwerk zu bauen. Biel ist eine der Gemeinden, welche zum Gasverbund Mittelland gehören. Wir haben Fragen, wie der Gemeinderat zu diesem Projekt steht? Wir möchten die Interpellation deshalb als dringlich erklären, weil den Medien zu entnehmen war, dass das Ganze bereits Ende 2023 fertig gebaut sein soll und wir die Antworten gerne vor Baubeginn hätten.

L'urgence est accordée

Interruption de la séance de 19h55 à 20h55

9. 20220312 Modification du Règlement sur la protection des données

Sprenger Titus, GPK: Namens der GPK danke ich dem Gemeinderat und der zuständigen Abteilungsleiterin Informatik und Logistik für die Beantwortung der zahlreichen Fragen und die Teilnahme an der Kommissionssitzung. Die GPK hat sich intensiv mit dem vorliegenden Geschäft auseinandergesetzt, obwohl es «nur» um einen zusätzlichen Artikel im Datenschutzreglement (SGR 1.5.2-5) geht. Die dem Bericht des Gemeinderats beigefügte Verordnung zur Informationssicherheit (SGR 1.5.2-5.2) liegt in der Kompetenz des Gemeinderats. Die Verordnung wurde dem Bericht zum besseren Verständnis beigelegt. Zu diskutieren gab die thematische und rechtliche Einordnung. Informationssicherheit ist nicht Teil des Datenschutzes, sondern vielmehr gehört der Datenschutz zur Informationssicherheit. Die Bestimmungen zur Informationssicherheit könnten demzufolge durchaus über dem Datenschutz stehen. Aus verschiedenen auch historischen Gründen ist dem aber nicht so. Das Thema Datenschutz ist weit verbreitet und findet sich sogar in der Bieler Stadtordnung (SO; SGR 1.0-1) von 1993 wieder. Dort ist erwähnt, dass der Stadtrat den Datenschutz regelt. Wer für das mindestens ebenso wichtige Thema Informationssicherheit

zuständig ist, lässt die SO hingegen offen. Die Informationssicherheit wurde deshalb pragmatisch beim Datenschutz angesiedelt. Wichtiger als die Frage, wo etwas geregelt wird, erscheint uns aber, dass etwas geregelt wird. Genau das bezweckt der vorliegende Entwurf.

Der GPK ist wichtig, die Dinge beim richtigen Namen zu nennen. In Anlehnung an das kantonale Datenschutzgesetz (BSG 152.04) ist von Datensicherheit die Rede. Der Gemeinderat erwähnt diesen Begriff in seinem Entwurf zum neuen Artikel im Datenschutzreglement jedoch nicht. Die GPK beantragt deshalb, Titel und Anfang des zusätzlichen Artikels 2a im Datenschutzreglement wie folgt zu ergänzen: «**Art. 2a (neu) Informations- und Datensicherheit. Die Informations- und Datensicherheit ist durch geeignete technische und organisatorische Massnahmen zu gewährleisten...**»

Die GPK stimmt dem Geschäft einstimmig zu und bittet Sie um Unterstützung des Änderungsantrags.

Sprenger Titus, Fraktion Grünes Bündnis: Die Fraktion Grünes Bündnis wird dem Geschäft mit dem Änderungsantrag der GPK zustimmen.

Suter Daniel, au nom du Groupe PRR: Du fait du développement de la cyberadministration, la sécurité de l'Administration et sa cyber sécurité revêtent un rôle de plus en plus important. Les infrastructures d'information et de communication ainsi que les différents outils informatiques que les entreprises utilisent sont vulnérables. La perte ou le vol d'informations peuvent avoir de graves conséquences pour les Autorités comme les particuliers. Pour les collectivités publiques, l'enjeu est considérable, en témoignent les efforts entrepris par les législateurs au plan fédéral par la Loi sur la sécurité des informations du 18 décembre 2020, qui entrera en vigueur le 1^{er} avril 2023. Au plan cantonal, d'une part par la Loi sur l'administration numérique du 7 mars 2022, entrée en vigueur le 1^{er} mars 2023, d'autre part par la Loi sur la sécurité de l'information et la cyber sécurité, en consultation depuis le mois de janvier et dont l'entrée en vigueur est prévue début 2024. Ces normes viennent compléter celle de la Loi cantonale sur la protection des données de 1986.

La révision du Règlement sur la protection des données porte concrètement sur quatre aspects. Il s'agit du principe de la sécurité des données, le contrôle des possibilités de consulter et de modifier ces mêmes données, de confier à des tiers ces données ainsi que la compétence du Conseil municipal de régler le détail par voie d'ordonnance. Cette proposition est pertinente puisqu'elle s'inscrit parfaitement dans le contexte légal cité. Le Groupe PRR vous propose de l'approuver avec le complément proposé par la Commission de gestion qui est judicieux.

Strobel Salome, Fraktion SP/JUSO: Ich danke Herrn Sprenger für seine Erläuterungen. Die Beweggründe des Berichts haben sich mir nicht sofort erschlossen. Die Einleitung nimmt Bezug auf die Datensicherheit und darauf, dass im städtischen Datenschutzreglement keine Regelung dazu besteht. Ich bin wahrscheinlich nicht das einzige Stadtratsmitglied, das kein Computer-Nerd ist. Erklärungen im Bericht für Nicht-Fachleute wären deshalb hilfreich. Vor allem der Hinweis auf Seite 4 im Bericht rief bei der Fraktion SP/JUSO Skepsis hervor. Dort steht, dass die Bearbeitung der Daten auch im Ausland erfolgen würde. Der Fraktion SP/JUSO ist bewusst, dass die Datensicherung in der Schweiz mit Mehrkosten verbunden ist und für die Stadt Biel wohl aus diesem Grund keine Option darstellt. Trotzdem wird sich ein Teil der Fraktion SP/JUSO der Stimme enthalten. Die Sicherheit und Verwaltung der Daten in der Schweiz ist ein wesentlicher Punkt, vor allem für die sensiblen Personendaten.

Gloor Yannick, Fraktion GLP+: Auch die Fraktion GLP+ wird dem vorliegenden Geschäft zustimmen. Dem Gemeinderat soll damit die Kompetenz verschafft werden, künftig sogenannte Cloud-Lösungen zu nutzen. Angesichts der Entwicklung ist dies konsequent. Ausserdem begrüssen wir die Bestrebungen, auf solche Lösungen zurückzugreifen. Wir finden den Erlass der Verordnung zur Datensicherheit durch die Abteilung Informatik und Logistik der Finanzdirektion aufgrund der technischen Komplexität sachgerecht. Obwohl im Bericht steht, dass sich der Gemeinderat an den bestehenden Regelungen orientiert hat, hält er andererseits fest, dass er mit der Verordnung den speziellen Bedürfnissen der Stadt Biel Rechnung tragen will. Welche speziellen Bedürfnisse der Gemeinderat meint, lässt er offen. Kann der Gemeinderat dazu Klärung verschaffen? Dem Änderungsantrag der GPK werden wir ebenfalls zustimmen.

Zumstein Joël, Fraktion SVP/Die Eidgenossen: Die Fraktion SVP/Die Eidgenossen wird dem vorliegenden Entwurf zustimmen. Uns liegt nur ein zusätzlicher Artikel zum Datenschutzreglement vor. Dahinter verbirgt sich aber etwas Grösseres. Ich blende kurz zurück. Vor ein paar Jahren genehmigte der Stadtrat einen Kredit zur Erneuerung der Netzwerk- und Serverinfrastruktur. Der Gemeinderat erwähnte damals explizit, dass eine Auslagerung an Externe nicht in Frage kommt. Heute ist unbestritten, dass es gewisse Spezialisten braucht und Auslagerung an Dritte oder Cloud-Lösungen in Betracht gezogen werden. Aus unserer Sicht ist es richtig mit dem technologischen Wandel Schritt zu halten.

Augsburger-Brom Dana, parteilos: Ich stellte vor der Sitzung Fragen an die zuständige Gemeinderätin. Leider ist sie heute nicht anwesend. Der Gemeinderat spricht auf Seite 1 im Bericht von Gesetzeslücken. Um welche handelt es sich dabei? Zudem würde mich interessieren, welche Personen an der vorgenommenen Analyse beteiligt waren und wie das Resultat ausfiel.

Auf Seite 3 steht, dass die Zuständigkeit beim Stadtrat liegt, sie aber auch weitergegeben werden kann. Ich finde, wir Stadtratsmitglieder sollten uns der Verantwortung bewusst sein und diese nicht zu schnell abgeben. Die Gemeinderatsmitglieder sind auch nicht auf jedem Gebiet Spezialisten. Aus diesem Grund werde ich dem vorliegenden Entwurf nicht zustimmen.

Fehr Erich, Stadtpräsident: Die Anpassung des Datenschutzreglements ist sehr technisch. Dieses Reglement ist dem raschen und vielseitigen Wandel unterworfen. Gesetzestechisch richtig ist, die Grundsätze in einem Reglement aufzunehmen und die Ausführungsbestimmungen in einer Verordnung. Die Fachstelle innerhalb der Stadtverwaltung kann damit schnell reagieren und entsprechend Anpassungen vornehmen. Eine Regelung durch den Stadtrat würde beispielsweise im Falle einer Bedrohung von Internetkriminellen viel zu lange dauern. Die Begrifflichkeiten sind in der Tat nicht einfach verständlich. Die Datenbearbeitung gemäss bernischem Recht umfasst alles, was mit Daten gemacht werden kann, also speichern, kopieren und weiterleiten. Aus Sicht des Gemeinderats spricht nichts dagegen, dem Antrag der GPK zu folgen.

Herr Suter hat die übergeordneten Erlasse erwähnt. Im Moment werden vor allem Bestimmungen zur Cybersicherheit erarbeitet. Der Datenschutz geht über diese Bestimmungen hinaus. Cybersicherheit ist ein wichtiges Thema und entwickelt sich rasant. Die Stadtverwaltung ist in diesem Bereich eine Organisation mit eigenen spezifischen Bedürfnissen. Sinnvoll ist deshalb eine schlanke eigene Regelung und

eigene Weisungen für spezifische Programme. Für die Mitarbeitenden wird damit Klarheit geschaffen. Die Abteilung Informatik und Logistik kann mit externen Partnern Filter bewirtschaften und Daten sichern. Der grösste Risikofaktor im Bereich Informatik ist jedoch der Mensch. Schliesslich führen Fehlmanipulationen der einzelnen Leute dazu, dass Cyberkriminellen Türen geöffnet werden. Wichtig ist deshalb, die Sensibilität und ein gesundes Risikobewusstsein in der gesamten Stadtverwaltung zu schaffen. Die Mitarbeitenden auf allen Stufen sollen mit der nötigen Vorsicht und eigenverantwortlich handeln. Die neue Regelung ermöglicht eine dezentrale Verantwortung in den einzelnen Einheiten mit der Unterstützung der zuständigen Fachstelle.

Die Auslagerung ins Ausland, Frau Strobel, erfolgt so wenig als möglich und so viel als nötig. Gewisse Hostings in der Schweiz sind massiv teurer. Zunehmend sind jedoch notwendige Applikationen nur im Ausland erhältlich. Die einschlägigen Schutz- und Sicherheitsbestimmungen müssen eingehalten werden. Die Abteilung Informatik und Logistik überwacht diese Bestimmungen.

Frau Augsburg, Ihre Fragen sind leider nicht bis zu mir gelangt.

Vote

- sur l'amendement de la CDG, de changer à l'art. 2a: *«Il convient d'assurer la sécurité **de l'information** et des données au moyen de mesures techniques et organisationnelles appropriées.»*

La proposition est acceptée.

Vote final

Vu le rapport du Conseil municipal du 25 janvier 2023, vu l'art. 40, al. 1, let. d, du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 1.0-1), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Le règlement sur la protection des données (RDCo 1.5.2-5) est modifié comme suit:

Art. 2a (nouveau) Sécurité de l'information et des données

Il convient d'assurer la sécurité de l'information et des données au moyen de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Il faut notamment garantir de pouvoir contrôler qui peut consulter ou modifier des données. Le traitement de données, y compris celui de données personnelles particulièrement dignes de protection, peut être confié à des tiers, sous réserve des dispositions de la législation cantonale et du Règlement de la Ville. Le Conseil municipal fixe les détails par voie d'ordonnance.

2. Ces modifications entrent en vigueur le 1^{er} mai 2023, sous réserve d'éventuels recours.
3. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est en outre habilité à déléguer l'édiction de dispositions d'exécution à la direction compétente.

10. 20220282 Contrats de prestations avec les associations X-Project, CAJ, Centre Animation Jeunesse (Villa Ritter), Pro Robinson, FamiPlus et effe / Crédits d'engagement

Tanner Anna, GPK: Die GPK findet es angebracht, die betreffenden Institutionen an dieser Stelle kurz zu würdigen. Das X-Project schafft mit rund 30 Projekten wichtige Freiräume für die Jugend. Das AJZ gibt Biel eine Ausstrahlung über die Stadtgrenzen hinaus und vereint verschiedene Projekte für die Öffentlichkeit unter einem Dach. Die Villa Ritter leistet mit ihrem vielfältigen Angebot einen wichtigen Beitrag zur beruflichen und sozialen Integration vieler Jugendlicher. Der Robinson-Spielplatz bietet einen niederschweligen Zugang zur Entfaltung. FamiPlus ist ein Treffpunkt für Familien mit kleinen Kindern zwecks Beratung und Austausch. Das Programm Schrittweise vom Verein effe unterstützt Familien bei Hausbesuchen.

Die Leistungsverträge sollen um vier Jahre verlängert werden. Die GPK stellte Fragen zur Finanzierung. Teilweise leistet der Kanton Bern einen Beitrag über die Mitfinanzierung der Kinder- und Jugendarbeit. Andere Beiträge laufen über die Verteilung der Zentrumslasten. Warum erhalten nicht alle Institutionen Beiträge über die Verteilung der Zentrumslasten? Schliesslich stehen alle Einrichtungen auch Leuten, die nicht in Biel wohnen offen. Die GPK empfiehlt Ihnen, dem Entwurf des Gemeinderats zuzustimmen.

de Maddalena Daniela, Fraktion Grünes Bündnis: In Zeiten von Sparbemühungen muss jede einzelne Ausgabe genau geprüft werden. Nur so können wir unsere Ausgaben sinnvoll steuern. Wir haben eine grosse Verantwortung wahrzunehmen und sind auch gegenüber der Bevölkerung verantwortlich. Unsere Liegenschaften, Plätze und Strassen gilt es Instand zu halten, Schulhäuser müssen gebaut und das Bild der Stadt gegen aussen gepflegt werden. Eine attraktive Stadt mit guter Wohnqualität, Infrastruktur, Ausbildungsplätzen und Kulturangebot ist das Ziel. Dazu gehört auch, dass Räume für Sport und Jugendkultur bereitgestellt werden. Diese Bereiche sind wichtig. Die Einrichtungen gewähren, dass Jugendliche und Kinder in ihrer Freizeit einer sinnvollen und fördernden Beschäftigung nachgehen können. Eine lebendige Stadt mit attraktiven Angeboten zieht Menschen von ausserhalb an, die bereit sind, für das Angebot zu zahlen. Nicht alle Kinder haben das Glück, in einer intakten Familie aufzuwachsen. In den örtlichen Institutionen erhalten sie Freiräume und können sich abseits von teilweise prekären Verhältnissen entwickeln. Zudem erfüllen die Angebote eine wichtige Aufgabe für die psychosoziale Gesundheit der Kinder und Jugendlichen. Die Fraktion Grünes Bündnis steht hinter diesen Institutionen.

Das soziokulturelle Jugendhaus X-Project bietet die Möglichkeit zur Umsetzung verschiedenster Projekte in den Bereichen Kunst, Grafik, Musik und Sport. Wöchentlich besuchen 200 bis 400 Personen aus Biel und der umliegenden Region das X-Project. Viele Jugendliche finden dort eine Anlaufstelle. Sie werden gefördert und beschäftigen sich sinnvoll. Mietzins- und Budgetdiskussionen sind für diese und andere Einrichtungen der falsche Ansatz. Ein Teil der städtischen Subventionen für das X-Project kann über den Globalbetrag des Kantons im Bereich der Mitfinanzierung der Kinder- und Jugendarbeit abgerechnet werden. Am ehemaligen Standort des X-Project hinter dem Bahnhof wird das für die Stadt wichtige neue Gesundheitszentrum gebaut.

Was würde es bedeuten, die Leistungsverträge für die vorliegenden Institutionen nur für zwei Jahre abzuschliessen? Die Planungssicherheit wäre nicht mehr gewährleistet. Auch für die Mitarbeitenden der Institutionen ist die Planungssicherheit von grosser

Bedeutung. Die Fraktion Grünes Bündnis bittet Sie, den Leistungsverträgen vollumfänglich zuzustimmen.

Widmer Patrick, au nom du Groupe UDC/Les Confédérés: Notre groupe a analysé ce dossier et est sur le principe d'accord de soutenir ces contrats de prestations car ces associations sont importantes pour notre Ville. Par contre, vu la situation financière de la Ville et le fait que nous attendons une stratégie financière, notre groupe propose de reconduire ces contrats mais pour une durée de deux ans, ceci dans le but de ne pas bloquer notre marge de manoeuvre dans le futur. Le Groupe UDC/Les Confédérés demande **de modifier la durée de deux ans, donc 2023-2024.**

Torriani Isabelle, au nom du Groupe PSR: Les associations dont il est questions travaillent avec et pour nos jeunes et leurs familles. Elles proposent de nombreuses animations socioculturelles et participent au bon développement et à l'intégration des enfants et des jeunes. Elles donnent à chacun la possibilité de prendre part à des activités enrichissantes, pluriculturelles et offrent un cadre bénéfique dans lequel chacun peut trouver ce qui l'intéresse et développer ses compétences. Certains viennent jouer, travailler un instrument, découvrir la nature et échanger des avis entre parents ou jeunes, danser, etc. Ces associations travaillent pour le bien de notre Ville. Il faut aussi noter que la Ville n'est pas seule à soutenir ces associations qui reçoivent également des aides de divers milieux. Le Canton participe également au soutien de ces associations en soutenant la Ville. Ce thème de l'encouragement précoce est cher au Groupe PSR. Notre groupe est convaincu que nous avons tous et toutes intérêt à avoir affaire à des jeunes ouverts, actifs et respectueux de nos valeurs. Il est donc clair que nous soutenons ce rapport sans réserve. Quant à l'amendement qui propose de réduire ces contrats de prestations à deux ans, il impliquerait de faire ce travail de préparation deux fois en quatre ans. Par conséquent, cela obligerait l'Administration à plus de travail et engendrerait des coûts supplémentaires. Cela va à l'encontre des économies dont on parle. De plus, ces associations dont on parle ce soir fonctionnent bien depuis de nombreuses années et il n'y a aucune raison de réduire la durée des contrats. Nous allons refuser cet amendement.

Schlup Nina, Fraktion SP/JUSO: Ich danke allen Organisationen für ihr grosses Engagement. Eine Stadt ohne diese Institutionen wäre katastrophal. AJZ, X-Project und Villa Ritter bieten Jugendlichen einen sicheren Raum um zu erfahren, wie die Welt mitgestaltet werden kann. Die Projekte machen Biel nicht nur attraktiv für junge Menschen, sondern haben auch einen sinnstiftenden Effekt. Solche Angebote sind unabdingbar, insbesondere in der momentanen Lage, in der sich die psychische Gesundheit der Jugendlichen rapide verschlechtert und psychiatrische Einrichtungen und psychologische Beratungsstellen überlastet sind. Es handelt sich bei den vorliegenden Leistungsverträgen nicht um ein «Nice-to-have», sondern um wichtige Einrichtungen unserer Stadt. Dies gilt auch für den Robinson-Spielplatz, FamiPlus und effe. Der Spielplatz entlastet Familien und bietet eine fördernde Beschäftigung. FamiPlus und effe stellen Hilfsangebote und Beratungen zur Verfügung. Damit können sowohl finanzielle als auch emotionale Nachteile früh bekämpft werden. Die Leistungsverträge sind ein kleiner aber wichtiger Beitrag. Wir werden dem Entwurf zustimmen. Ohne diese Institutionen ist Biel nicht Biel.

Der Antrag der Fraktion SVP/Die Eidgenossen, die Dauer der Leistungsverträge zu kürzen, ergibt keinen Sinn. Die Institutionen brauchen Planungssicherheit. Zwei Jahre reichen dafür nicht aus. Grössere Projekte müssen langfristig geplant werden. Zudem hat der Kanton ebenfalls einen Subventionszyklus von vier Jahren. Es ist nicht sinnvoll,

einen zweijährigen Vertrag abzuschliessen, wenn der Kanton seine Beiträge zur Mitfinanzierung der Kinder- und Jugendarbeit für vier Jahre gesprochen hat. Nebenbei vergrössert eine Planungsfrist von zwei Jahren in erster Linie den bürokratischen Aufwand. Wir lehnen deshalb den Antrag der Fraktion SVP/Die Eidgenossen ab.

Arnold Niels, Fraktion GLP+: Die Fraktion GLP+ folgt dem Antrag der Fraktion SVP/Die Eidgenossen, die Leistungsverträge für zwei Jahre abzuschliessen. Im Gegensatz zur GPK-Sprecherin sind wir vom vorliegenden Bericht nicht so begeistert. Wir finden ihn substanzlos und inhaltsleer. Obwohl es um einen Millionenbetrag geht, sagt der Bericht wenig aus. Die Institutionen werden nur kurz aufgeführt, ein Tätigkeitsbericht über durchgeführte Projekte und mit einem Ausblick liegt nicht vor. Das Controlling wird angesprochen. Allerdings fehlt eine Auflistung und der Erfüllungsgrad der Ziele. Erstaunlicherweise wurden während der Pandemie angeblich alle Ziele erfüllt. Wir finden diese Feststellung merkwürdig. Anscheinend sind die Ziele nicht substantiell. Wir sind nicht gegen die Unterstützung der Organisationen. Im Gegenteil, denn sie erfüllen eine wichtige Aufgabe. Wir sind jedoch dafür, die Leistungsvereinbarungen auf zwei Jahre zu kürzen, um damit die Handlungsfähigkeit des Stadtrats zu erhöhen. Erwähnt wurde die Planungssicherheit. Bis vor kurzem gab es die Leistungsverträge nicht und die Beiträge an die Institutionen wurden jeweils im Rahmen der jährlichen Budgetberatungen gesprochen. Die Planungssicherheit war damals gar nicht vorhanden. Aus diesen Gründen empfehlen wir, die Laufzeit der Leistungsverträge auf zwei Jahre zu verkürzen.

Heiniger Peter, PdA: Herr Arnold, auf den Webseiten der Organisationen gibt es Informationen über deren Projekte. Während der Coronazeit wurden die Projekte heruntergeschraubt und die Kosten waren wesentlich geringer. Erstaunlicherweise wurden diese Zahlen als Budgetvorlage für dieses Jahr herangezogen. **Die PdA beantragt, die Leistungsverträge 2023-2026 so anzupassen, dass den LeistungserbringerInnen ein Teuerungsausgleich von mindestens 2,5% gewährt wird.** Ich bin fast in allen Institutionen vertreten und kenne sie ziemlich gut. Die Leute dort leisten hervorragende Arbeit. Public-Private-Partnership (PPP) funktioniert gewinnbringend, die Mitarbeitenden der Institutionen müssen aber entsprechend entlohnt werden. Die Kosten für den Teuerungsausgleich für diese Institutionen würden sich auf CHF 23'660 jährlich belaufen. Es muss eine klare Richtlinie geschaffen werden.

Wächter Olivier, au nom du Groupe UDC/Les Confédérés: J'ai entendu vos arguments de stabilité sur quatre ans mais j'ai aussi discuté avec certaines personnes qui travaillent dans ces associations. Elles m'ont dit que des contrats de deux ans ont aussi l'avantage d'avoir plus de marge de manoeuvre et de flexibilité. C'est bien pour cela que notre proposition prend tout son sens et elle est compatible avec les soutiens externes à ces associations.

Tennenbaum Ruth, Passerelle: Je crois que la nécessité de toutes ces institutions n'est pas contestée dans cet hémicycle. Par contre, l'amendement du Groupe UDC/Les Confédérés n'est pas correct. En effet, lors de la Table ronde nous avons établi des accords de comment collaborer. Cet amendement provient de nulle part et ceci avant même que nous ayons une stratégie financière. On a convenu que le Conseil municipal va nous soumettre une stratégie financière. Si dans cette stratégie financière le besoin de revoir la durée des contrats de prestations se profile, on pourra en rediscuter à ce

moment. Je vous prie de rejeter cette proposition afin de garder la ligne de conduite convenue.

Schlup Nina, JUSO: Die Fraktion SP/JUSO hat keine einheitliche Haltung zum Antrag der PdA und ist geteilter Meinung. Ich persönlich bin der Ansicht, dass dieses Problem angegangen werden muss. Der Betrieb der Institutionen wartet nicht bis wir eine Finanzstrategie beschlossen haben. Verschiedene Leute in diesen Institutionen sehen Probleme bei den steigenden Mietzinskosten. Ausserdem bitte ich Sie, die Ausgaben nicht als zusätzliche Kosten, sondern als eine Anpassung an die tatsächlichen Kosten anzusehen. Damit geben wir den Organisationen nicht mehr Geld, sondern gleich viel wie wir vor vier Jahren gegeben haben. Sie können nichts dafür, dass seither alles teurer geworden ist. Im Interesse der Gleichbehandlung aller Leistungsverträge überlegen wir uns, auch für die anderen Institutionen den Teuerungsausgleich zu beantragen. Wichtig ist, dass wir die Beiträge der Realität anpassen. Die Organisationen erbringen schliesslich immer noch die gleiche Leistung.

Gonzalez Bassi Glenda, directrice de la formation, de la culture et du sport: Je vous remercie pour le débat animé et tous les mots de reconnaissance envers ces associations. Je suis très soulagée, ce soir, de savoir que vous avez accepté un budget qui sera soumis au vote populaire. Cela permettrait à ces institutions de pouvoir bénéficier effectivement du paiement pour les contrats de prestations. Les institutions réalisent des prestations en ce moment sans avoir aucune garantie financière. Je tiens à clarifier que l'on ne parle pas de subventions mais bien de contrats de prestations qui s'inscrivent dans le cadre de la péréquation financière. Le Canton nous donne un cadre financier dans lequel nous pouvons naviguer pour pouvoir organiser des prestations pour une population de moins de 20 ans. Il ne s'agit pas d'un chiffre qui tombe du ciel mais bien un chiffre calculé et soumis à un index de charges sociales qui est spécifique à Bienne. Dans le cadre du budget, ces contrats de prestations sont compris et le Canton nous accorde ce cadre pour une durée de quatre ans. Nous devons, dans deux ans, reconduire ces contrats.

Monsieur Arnold, je suis désolée de vous le dire mais le controlling est fait et nous n'avons reçu aucune demande concernant ce controlling, pourtant les formulaires pour le faire vous ont tous été remis. S'ils ne vous suffisent pas, j'aurais apprécié que vous nous le fassiez savoir avant ou même dans les journaux hier mais pas à la tribune, ce soir, pour faire un éclat dans le débat. Si on souhaite être constructif, il est important de nous faire part de vos idées. Il est clair qu'il peut être difficile, lorsqu'on n'est pas du métier, de comprendre de quoi on parle. Je vous remercie encore et je souhaite vous demander de ne pas suivre l'amendement du POP, même s'il a toute ma sympathie. Le budget vient d'être voté et il n'y a pas la possibilité de le modifier. Pour ce qui est de l'amendement du Groupe UDC/Les Confédérés, cela représente une charge de travail et financière pour l'Administration. Je vous prie de suivre uniquement la proposition du Conseil municipal.

Augsburger-Brom Dana, parteilos: Ich äussere mich zum Aufruf der Gemeinderätin, keine Änderungen mehr im Budget vorzunehmen. Ich kann mich an Zeiten erinnern, in denen jedes Jahr ein Teuerungsausgleich gesprochen wurde. Anscheinend wurde das in den letzten Jahren vergessen. Ein Teuerungsausgleich ist keine Erhöhung, sondern eben ein Ausgleich. Die Stadtverwaltung hat auch Gebühren und Kosten aufgrund der Teuerung erhoben. Der Antrag ist sehr moderat und schränkt sich auf das absolute Minimum. Ich bitte Sie, den Antrag der PdA zu unterstützen.

Tennenbaum Ruth, Passerelle: Wenn in den Verträgen steht, dass die Löhne nach dem städtischen Personalreglement (SGR 1.5.3-1) ausbezahlt werden, dann gilt das auch für die Teuerung. Für die Mitarbeitenden dieser Institutionen müssten dieselben Rahmenbedingungen gelten wie für das städtische Personal.

Briechle Dennis, GLP: Die zuständige Gemeinderätin war vorhin total überrascht, dass der Stadtrat eine Berichterstattung über die abgelaufene Vertragsperiode erwartet. Für das Protokoll halte ich fest, dass die Fraktion GLP+ für die restlichen Leistungsverträge eine Berichterstattung über die abgelaufene Vertragsperiode wünscht. Welche Ziele wurden gesetzt, wie wurden sie eingehalten und welche Projekte wurden umgesetzt.

Votes

- sur l'amendement du POP d'accorder une compensation du renchérissement de 2,5 %

La proposition est refusée.

- sur l'amendement du Groupe UDC/Les Confédérés de limiter les six crédits d'engagement sur une durée de deux ans et de ne les approuver dans un premier temps que pour les années 2023-2024

La proposition est refusée.

Vote final

Vu le rapport du Conseil municipal du 26 octobre 2022, vu l'art. 39, al. 1, let. a du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 1.0-1), le Conseil de ville de Bienne **arrête:**

1. Il approuve le crédit d'engagement n° 363600064.440 pour l'indemnisation des prestations de l'association X-Project de 1'533'600 francs et le contrat de prestations correspondant pour les années 2023-2026, sous réserve de l'approbation du budget 2023 par le Souverain.
2. Il approuve le crédit d'engagement n° 363600056.440 pour l'indemnisation des prestations de l'association CAJ de 360'000 francs et le contrat de prestations correspondant pour les années 2023-2026, sous réserve de l'approbation du budget 2023 par le Souverain.
3. Il approuve le crédit d'engagement n° 363600054.440 pour l'indemnisation des prestations de l'association Villa Ritter de 640'000 francs et le contrat de prestations correspondant pour les années 2023-2026, sous réserve de l'approbation du budget 2023 par le Souverain.
4. Il approuve le crédit d'engagement n° 363600057.440 pour l'indemnisation des prestations de l'association Pro Robinson de 496'000 francs et le contrat de prestations correspondant pour les années 2023-2026, sous réserve de l'approbation du budget 2023 par le Souverain.

5. Il approuve le crédit d'engagement n° 363600115.442 pour l'indemnisation des prestations de l'association FamiPlus de 340'000 francs et le contrat de prestations correspondant pour les années 2023-2026.
6. Il approuve le crédit d'engagement n° 363600069.442 pour l'indemnisation des prestations de l'association effe pour la réalisation du programme de visites à domicile petits: pas, d'un montant de 416'000 francs et le contrat de prestations correspondant pour les années 2023-2026, sous réserve de l'approbation du budget 2023 par le Souverain.
7. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté.

11. 20230019 Organisation des classes pour l'année scolaire 2023/2024

Zumstein Joël, GPK: Wie jedes Jahr im Frühling beschliesst der Stadtrat wie viele Schulkassen ab dem kommenden Sommer eröffnet oder geschlossen werden. Jeweils eine deutsche und französische Klasse im Kindergarten und in der Primarschule und auf Sekundarstufe vier zusätzliche deutsche Klassen sollen eröffnet werden. Zwei deutsche Klassen mit besonderer Förderung sollen in Real+-Klassen umgewandelt werden. Erfreulicherweise sinken für das kommende Schuljahr die durchschnittlichen Schülerzahlen pro Klasse. Im Kindergarten von 18 auf 17,5 Kinder, in der Primarschule von 19,7 auf 19,3 und auf Sekundarstufe von 21 auf 20,3. Über alles gesehen ergibt sich eine leichte Verbesserung. Im neuen Schuljahr werden in der Stadt Biel insgesamt 322 Regelklassen und 12 Klassen mit besonderen Bedürfnissen geführt. In den letzten Jahren nahmen die Schülerzahlen stetig zu. Für die kommenden Jahre ist davon auszugehen, dass sich die Zahlen auf dem jetzigen Niveau einpendeln werden.

Eine Schwierigkeit besteht darin, nicht nur neue Klassen zu eröffnen, sondern auch einen geeigneten Ort für diese zu finden. Geeignete Mietobjekte zu finden, stellt die zuständige Direktion vor Probleme. Im Bericht des Gemeinderats wird das Schulhaus Champagne erwähnt. Die GPK wurde vom Gemeinderat darüber informiert, dass noch in diesem Jahr ein Projekt dazu vorgelegt wird. Im vorliegenden Bericht ist über die Eröffnung von insgesamt acht Klassen zu beschliessen. Im Budget sind fünf Klassen erwähnt. Die GPK wurde darüber informiert, dass die Kosten mit dem genehmigten Budget abgedeckt werden und keine Mehrkosten entstehen. Die GPK empfiehlt das vorliegende Geschäft einstimmig zur Annahme.

Stolz Joseline, au nom du Groupe PSR: Nous avons examiné avec beaucoup d'attention ce dossier bien étayé et nous en remercions les auteurs. De nombreuses classes doivent être ouvertes et cela correspond à l'arrivée de nombreuses familles à Bienne, cela est réjouissant. Il y aura aussi des transformations de classes de soutien alémaniques en classes générales+. On peut constater que dans ces classes l'effectif est déjà assez élevé. Au niveau des classes enfantines, on constate que malgré l'ouverture de classes, la moyenne des effectifs reste plus élevée que la moyenne préconisée par le Canton. Il est normal et logique que les effectifs dans ces classes soient plus bas que dans les autres cycles. La mixité et l'hétérogénéité est grande dans ces classes. Il faut donc donner toutes les chances aux élèves, dès le début de leur scolarité. Le défi est grand mais la réussite de l'entrée dans la scolarité est un gage de la réussite de son cursus scolaire. Il est toujours problématique d'anticiper les

fluctuations d'élèves chaque année. C'est pourquoi il faut éviter de remplir les effectifs maximums en début d'année scolaire. La population scolaire ne cesse d'augmenter et les familles déménagent facilement dans la Ville et cela rend le travail difficile. Pour pouvoir planifier l'organisation des classes, il faut aussi se préoccuper de l'état des locaux scolaires et de construire là où il faut. Nous aimerions savoir quand sera enfin planifié la construction de l'école de la Champagne. Au vue de l'augmentation du nombre d'élèves, il va falloir vite entreprendre la construction de cette école et il ne faut pas oublier que cette construction va permettre de rénover le collège des Platanes et d'autres écoles qui sont en attente de rénovation. Nous vous remercions de votre attention et nous espérons que cette organisation des classes soit acceptée.

Steinmann Alfred, Fraktion SP/JUSO: Die Schülerzahlen erhöhen sich moderat. Für das neue Schuljahr braucht es acht neue Klassen. Die Schülerzahlen pro Klasse liegen im Kindergarten im Durchschnitt bei 17,5 Kindern, was ein guter Schnitt ist. Der Klassendurchschnitt in der Primarschule bei 19,2 respektive 19,5 in den französischen Klassen ist auch noch im Rahmen. Die Klassengrösse in der Sekundarstufe ist mit 20,6 deutsch- und 20,1 französischsprachigen Schülern an der Obergrenze. Zwei Klassen mit besonderer Förderung (KbF) sollen in zwei Real+-Klassen umgewandelt werden. Die KbF haben eine wichtige Aufgabe. Kinder mit besonderen Schwierigkeiten in der Regelklasse konnten in die von qualifizierten HeilpädagogInnen geführten Klassen wechseln. Die Umwandlung der beiden KbF scheint mir eine akzeptable Lösung. Jedenfalls muss sorgfältig mit Umwandlungen solcher Kleinklassen umgegangen werden. Die Fraktion SP/JUSO unterstützt den Entwurf des Gemeinderats. Wir finden es jedoch wichtig, die bestehenden KbF sehr sorgfältig zu behandeln.

Gonzalez Bassi Glenda, directrice de la formation, de la culture et du sport: Je tiens à vous remercier pour vos mots, vos réflexions et vos analyses. L'organisation des classes, chaque année, est un exercice de funambule. Le rapport qui vous a été soumis a été finalisé en fin d'année dernière, puis présenté au Conseil municipal en janvier, ceci pour la rentrée scolaire d'août. Vous voyez que la marge de fluctuation existe encore et que l'on ne peut pas conclure que la situation qui vous est présentée ce soir sera celle appliquée en août. Toutefois, je vous assure que le Département des écoles travaille en étroite collaboration avec le corps enseignant pour garantir la meilleure des formations aux enfants. Les ajustements au niveau des classes prévues sont faits afin de garantir la meilleure stabilité et formation pour tous. Je vous remercie d'accepter cette organisation des classes, ce soir, car elle est la base qui nous permet d'engager le personnel enseignant nécessaire. Je ne vous cache pas le contexte est assez tendu mais nous sommes sûrs de pouvoir relever le défi et d'avoir un corps enseignant qui pourra relever le défi à la rentrée d'août. Un grand merci au Département des écoles qui a fourni ce travail et qui est toujours dans un exercice de projection. Je vous recommande de suivre la proposition du Conseil municipal.

Loderer Benedikt, Grüne: Am Schluss dieser lebhaften Debatte lässt sich feststellen, dass das vorliegende Geschäft nicht in den Stadtrat gehört. Ich bitte die vorbereitende Kommission für die neue Stadtverfassung (Stadtordnung, SO; SGR 1.0-1) dieses auf die richtige Ebene zu verschieben.

Vote

Vu le rapport du Conseil municipal du 25 janvier 2023, vu l'art. 40, al. , ch. 2, let. b, du Règlement de la Ville du 9 juin 1996 (RDCo 1.0-1), le Conseil de ville de Bienne **arrête**:

1. Le nombre de classes pour l'année scolaire 2023/2024 est modifié comme suit:
 - 1.1. Écoles enfantines de langue allemande: ouverture d'une classe
 - 1.2. Écoles enfantines de langue française: ouverture d'une classe
 - 1.3. Degré primaire de langue allemande: ouverture d'une classe
 - 1.4. Degré primaire de langue française: ouverture d'une classe.
 - 1.5. Degré secondaire de langue allemande: ouverture de 4 classes
 - 1.6. Degré secondaire de langue allemande: 2 classes de soutien sont converties en classes générales+
2. Le Conseil municipal est chargé d'exécuter cet arrêté. Il est habilité à rendre lui-même les arrêtés correspondants concernant le nombre de classes en cas de variations sensibles du nombre d'élèves.

Bord Pascal, président du Conseil de ville: Je vous souhaite une bonne soirée. La séance de demain soir n'aura pas lieu.

12. Nouvelles interventions

20230086	Dringliches Postulat, Wächter Olivier, SVP Die Stadt Biel muss im Konflikt zwischen der Ukraine und Russland neutral bleiben Postulat urgent, Wächter Olivier, UDC La Ville de Bienne doit rester neutre dans le conflit entre l'Ukraine et la Russie	PRA MAI
20230087	Dringliche Interpellation, Schlup Nina, JUSO, Oberle Fabio, JUSO, Cacciabue Anna Louise, JUSO Bauvorhaben für einen Flüssiggasterminal, einen Gasspeicher und ein Reservekraftwerk des Gasverbundes Mittelland Interpellation urgente, Schlup Nina, JS, Oberle Fabio, JS, Cacciabue Anna Louise, JS Projet de construction par le réseau gazier du Mittelland d'un terminal de gaz liquéfié, d'un réservoir de gaz et d'une centrale de réserve	BEU TEE
20230088	Überparteiliches Postulat, Briechle Dennis, Fraktion GLP+, Roth Myriam, Grünes Bündnis, Koller Levin, Fraktion SP/JUSO, Stolz Joseline, PSR, Sutter Andreas, FDP, Paronitti Maurice, PRR, Hamdaoui Mohamed, Die Mitte Städtepartnerschaft mit der Ukraine Postulat interpartis, Briechle Dennis, Groupe PVL+, Roth Myriam, Alliance Verte, Koller Levin, Groupe PS/JS, Stolz Joseline, PSR, Sutter Andreas, FDP, Paronitti Maurice, PRR, Hamdaoui Mohamed, Le Centre Jumelage avec une ville ukrainienne	PRA MAI

Fin de la séance / Schluss der Sitzung: 22:25 heures / Uhr

Le président du Conseil de ville / Der Stadtratspräsident:

Bord Pascal

Le secrétaire parlementaire / Der Ratssekretär:

Gullotti Hervé, secrétaire parlementaire a.i.

Protokoll:

Flückiger Rita

Scheurer Nathalie

Procès-verbal:

Kirchhof Claire-Lise

Pinto Bernardino Floriane